IV

LA COLONISATION.

L'hon. Trésorier, M. Robertson, a parlé d'or, lorsqu'il a laissé entendre que la subvention accordée au chemin de fer de Lévis et Kennébec, serait plus que doublée cette année. Toutes les collines et les vallons de la Beauce en ont tressailli d'allégresse. Mais les changements promis à la loi de colonisation vont encore bien autrement réjouir le cœur du pauvre colon.

En face de l'exode de nos populations, chacun a trouvé une cause au mal. Rien d'étonnant à cela, car les causes en sont nombreuses. Ici, c'est le luxe, ailleurs, c'est l'usure, quelque part ce sera une culture négligée ou routinière, ou l'ambition des enfants fascinés par le strass et le clinquant que des industriels américains font habilement miroiter à leurs yeux, etc. A ces causes j'ajouterai la défense faite au colon de couper et de vendre à son profit les bois de service qui se trouvent dans ses défrichements. Cette mesure, un peu rigoureuse, a pu avoir sa raison d'être, pour les terrains rocheux dont la seule richesse consistait dans les arbres qu'ils portaient. On évitait par là le pillage de la forêt, et on maintenait en même temps une propriété dans toute sa valeur. Il n'en est plus ainsi, lorsqu'il s'agit d'un sol riche et fécond. La forêt devient alors une nuisance ; le plus tôt elle disparaîtra le mieux il en adviendra à la province comme au colon.

Jugez de la position que l'on faisait au défricheur. Un arbre colossal se rencontrait sous sa hache. Rendu sur le marché voisin il lui aurait été facile d'en obtenir quinze ou vingt piastres, une fortune pour lui et sa famille. Sorti de ses mains cet arbre serait tombé dans les engrenages du commerce et de l'industrie. On en aurait exprimé à qui mieux mieux

toute la valeur réelle. Mais si cet arbre est abattu et livré au commerce l'officier du gouvernement préposé à la garde de la forêt s'en emparera et punira le défricheur d'une amende. L'arbre restera donc debout, ou si on l'abat, ce sera pour en faire des cendres qui ne représenteront qu'un dixième de sa valeur.

Voilà la loi que le gouvernement actuel se propose de modifier dans le sens le plus large et le plus libéral, tout en protégeant nos richesses forestières contre les spéculateurs et les pillards. Et ces changements auront pour effet immédiat de retenir en deçà de nos frontières un grand nombre de canadiens qui, tous les ans, pour donner du pain à leurs familles sont forcés d'aller faire chanter aux Etats-Unis. Désormais, ils prépareront chez eux et pour eux-mêmes du bois carré et des billots, ils resteront au foyer, ils garderont leurs mœurs et ils apporteront leur part de travail et d'industrie à la grande somme du travail et de l'industrie de la nation.

J'ignore quels seront les termes mêmes de la nouvelle loi, mais ce que je crois savoir, c'est qu'elle produira une amélioration considérable dans l'état du colon. Elle lui permettra, au moins, lorsqu'il aura déclaré sous serment qu'il occupe un terrain *bona fide*, de disposer à son gré de tous les bois qui se trouveront dans ses défrichements. On lui interdira cependant, la coupe ou le triage du beau bois, sur le reste de la propriété, pour d'autres fins que pour les besoins d'établissement. La prudence exige une pareille réserve, qui, en définitive tournera au bénéfice du colon et du gouvernement.

Cette politique étant adoptée à l'égard du colon, la Société Franco-Canadienne pourra, dès l'année prochaine, après avoir rempli les condi-